



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-11-60

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE TROIS NOVEMBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU
LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

24 octobre 2025

Date d'affichage :

24 octobre 2025

VOTE :

Pour : 19

Abstentions : 14

Michel NUGUES
Patricia BIZOUERNE
Arlette ACOCA
Noëlle SULPIS
David PEREIRA
Lydia TCHARLAIAN (pvr D. PEREIRA)
Nicolas RONDEPIERRE
Nicolas CUADRADO
Patricia DJOSSOUVI
Nathalie RIBEMONT
Corinne RAOULT
Sandrine LADISA (pvr C. RAOULT)
Pierre-Marie SALLE
Didier BELOT

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN - Adjoints au Maire,
Michel BARRIERE, Marc LAMBLIN, Gilbert MINELLI, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Michel ROUBY, Jocelyne PAIGNON, Bernard CACACE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Patricia BIZOUERNE, MICHEL NUGUES, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne, RAOULT, Patricia DJOSSOUVI, Didier BELOT – Conseillers municipaux.

Absents et représentés : Olivier BELLATON (pouvoir à Chantal RATEAU), Sacha CAUDRON (Pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Roger JACOB (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Lydia TCHARLAIAN (pouvoir à David PEREIRA), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

VOTE DES TAUX D'INDEMNITES

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Le montant des indemnités de fonction des élus est fixé en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique et varie selon la nature du mandat et de la population de la collectivité.

Ces indemnités de fonction constituent une dépense obligatoire pour la collectivité et la délibération les fixant a été prise par la délibération 2020-07-028 du Conseil municipal du 15 juillet 2020.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20251103-202-11-60-DE
Date de réception préfecture : 18/11/2025

Les indemnités proposées sont calculées dans le tableau ci-après .

Elus	Nombre effectif	% de l'indice brut	Montant brut	Montant par élu
Maire	1	60,00	2 466,31 €	2 466,31 €
Adjointes (taux 1)	7	27,50	7 912,75 €	1 130,39 €
Conseillers délégués (commune < 100 000 habitants) (taux 2)	2	2,50	205,53 €	102,76 €

VU la délibération numéro 2020-07-028 du 15 juillet 2020 votée et adoptée par le Conseil municipal du Raincy

VU la demande de la Trésorerie du Raincy,

CONSIDERANT l'avis de la Commission Vie municipale en date du 6 octobre 2025,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : DE FIXER les montants et taux du Maire, des Adjointes au Maire et des Conseillers municipaux délégués comme prévus dans le tableau ci-dessous :

Elus	Nombre effectif	% de l'indice brut	Montant brut	Montant par élu
Maire	1	60,00	2 466,31 €	2 466,31 €
Adjointes (taux 1)	7	27,50	7 912,75 €	1 130,39 €
Conseillers délégués (commune < 100 000 habitants) (taux 2)	2	2,50	205,53 €	102,76 €

ARTICLE 2 : DE DIRE que les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

ARTICLE 3 : D'INSCRIRE au budget les crédits correspondants aux Budgets Communaux 2025 et suivants.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
(au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME



Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant dans le département de la Seine-Saint-Denis disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-249300624/2025/103-202-1480-DE
Date de réception préfecture : 18/11/2025